

Les facteurs institutionnels limitant l'accès des femmes à l'entrepreneuriat

Abir JOUAD¹, Nada MOUFDI²

¹ Docteure en Sciences Economiques et Gestion, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, abir.jouad@usmba.ac.ma

² Enseignante chercheure, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, nada.moufdi@usmba.ac.ma

Résumé- Dans les pays en développement, le taux de chômage est reconnu comme très élevé et les occasions de travail sont très faibles. L'entrepreneuriat peut parfois être la seule échappatoire possible à la pauvreté et plus particulièrement pour les femmes. En effet, dans ces pays, nombre de femmes qui se tournent vers une activité autonome, pas seulement pour avoir un revenu, mais comme le seul moyen possible de survie. En dépit des efforts déployés par le gouvernement et les décideurs, il est encore constaté que les femmes souffrent toujours des facteurs qui limitent leur accès au monde entrepreneurial. Dans ce sens, le présent article apportera une identification et une compréhension de ces facteurs.

Mots-clés : Entrepreneuriat ; femmes ; facteurs ; limitent ; monde entrepreneurial.

I. INTRODUCTION

Dans tous les pays du monde, il est désormais reconnu qu'il ne peut y avoir de développement sans participation active de la femme ^[1]. En effet, dès le XVIII^e siècle, Rajemison (1995)^[2] signale que leur présence est devenue importante dans les domaines commerciaux. L'ampleur grandissante du phénomène entrepreneurial des femmes a parallèlement suscité beaucoup d'interrogations dans le monde scientifique afin de cerner ses particularités.

Les principaux travaux d'entrepreneuriat féminin se sont basés sur les caractéristiques personnelles des femmes, sur leurs motivations et les caractéristiques de leurs entreprises. Depuis quelques années, des recherches soulignent l'importance des facteurs contextuels des femmes dans la création d'entreprise.

De plus en plus de chercheurs insistent sur la nécessité d'étudier l'influence de l'environnement institutionnel sur la décision d'entreprendre qu'il soit positif ou négatif ^[3,4]. Selon Boussetta (2011) ^[5], la relation des femmes avec l'administration, les structures d'appui et les institutions financières est importante pour elles, car leurs motivations, leurs atouts et leurs compétences professionnelles sont différentes par rapport à leurs homologues masculins. Par conséquent, ces institutions jouent un rôle déterminant dans l'idée d'entreprendre.

Dans cette perspective, notre article a pris chemin pour identifier et comprendre les facteurs liés aux institutions qui peuvent limiter les femmes qui veulent entreprendre.

De ce fait, au niveau institutionnel, trois facteurs fondamentaux doivent être étudiés dans le cas des femmes entrepreneures marocaines : la relation avec l'administration, le rôle des structures d'accompagnement et les banques.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

1. L'administration

Dans un pays, plus les procédures administratives sont simples et courtes, plus la tendance des entrepreneurs potentiels à créer des entreprises est élevée, comme Bagher Gorji et Paria (2011) ^[6] le confirment.

Bien que de nombreux gouvernements aient fait des efforts pour encourager les activités entrepreneuriales des femmes, la réalité est

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

différente dans de nombreux pays du monde, cela veut dire que ces tentatives n'ont pas d'impact et sont encore insuffisantes. La recherche de De Bruin et collab., (2007) ^[7] montre que des plans et des stratégies gouvernementaux efficaces sont nécessaires pour promouvoir et encourager les femmes qui sont ou veulent devenir entrepreneures ^[7]. Selon Singh et Belwal (2008) ^[8], les femmes entrepreneures pensent qu'elles sont souvent confrontées à des problèmes à cause du manque de soutien gouvernemental. Des procédures d'enregistrement compliquées peuvent empêcher certaines femmes qui dirigent de petites entreprises de s'enregistrer légalement ^[9]. Cependant, certains gouvernements travaillent dur pour encourager les femmes à créer leur propre entreprise, mais de nombreuses femmes ignorent ces plans de promotion ^[10]. Toutefois, les femmes se heurtent encore à de nombreux freins administratifs, en particulier dans les pays en développement.

Dans certains pays, les lois discriminatoires à l'égard des femmes sont le principal obstacle à la création de leur entreprise. Tout comme l'Arabie saoudite, les femmes ne peuvent pas enregistrer leur propre entreprise et leurs maris doivent le faire à leur place ^[11].

Concernant le Maroc, Bihas et collab., (1997) ^[12] ont souligné avec insistance que l'attitude de l'administration au stade de la création d'entreprise envers les entrepreneurs est similaire pour les hommes et les femmes. Cependant, les femmes souffrent plus que les hommes, car ceux-ci ont plus d'expérience et en savent plus sur les mécanismes administratifs. Ils ont conclu que les femmes estiment que l'accompagnement des hommes dans les démarches administratives peut accélérer le processus ^[12]. L'enquête menée auprès de 500 femmes entrepreneures par l'association des femmes marocaines (2010) ^[13], confirme cette constatation, car les femmes placent les problèmes administratifs en troisième position parmi les difficultés rencontrées.

Selon l'étude de Constantinidis et collab., (2017) ^[14], les femmes marocaines interviewées pointent un environnement dissuasif et peu coopératif, et cela même si le gouvernement annonce régulièrement sa volonté de soutenir l'entrepreneuriat féminin en mettant en place plusieurs programmes étatiques pour accompagner et sécuriser le démarrage de l'entreprise. Ces efforts prennent forme à travers la création des centres régionaux d'investissement, et de l'Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise, ainsi que la mise en place du comité national de l'environnement des affaires. La complexité et la lenteur des procédures administratives touchent aussi bien les hommes que les femmes, ce qui constitue un frein pour les entrepreneures marocaines. Alors que, l'administration constitue le premier interlocuteur garant de la réussite d'installation d'un jeune entrepreneur.

Par conséquent, le rôle de l'administration s'avère être important pour les femmes entrepreneures marocaines de la région Fès-Meknès de notre échantillon.

2. Les structures d'appui

Concernant les structures d'appui, les recherches sur ce sujet montrent qu'elles sont très importantes pour accompagner les porteurs de projets, notamment dans le processus de création d'entreprise. Les principaux outils pour encourager et soutenir la création d'entreprise sont la sensibilisation, l'accueil, l'information, les suggestions, la formation, le financement et l'accompagnement des créateurs potentiels. Selon Bacha et collab., (2016) ^[15]. Le soutien qu'apporte les structures d'appui aux entrepreneurs améliore considérablement les chances de succès de leurs entreprises. D'ailleurs, beaucoup d'auteurs ont mis en avant une relation positive entre accompagnement entrepreneurial et performance de l'entreprise créée. L'encouragement pour créer une nouvelle entreprise dans la structure de soutien est considéré comme un facteur clé du succès des femmes entrepreneures ^[16].

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

En outre, certains pays ont compris l'importance du rôle que les organismes d'appui peuvent jouer dans la promotion de l'esprit d'entreprise des femmes et ont créé des centres spéciaux pour appuyer les procédures d'installation des femmes chefs de projet. Par exemple, la recherche menée par Naser et collab., (2009) ^[17] a révélé aux Émirats arabes unis que le gouvernement de ce pays n'hésitait pas à prendre des mesures proactives pour encourager les femmes à créer leur propre entreprise en leur permettant d'acquérir les informations et les compétences techniques essentielles nécessaires pour créer une entreprise. Les auteurs mentionnent que ces programmes s'adressent principalement aux étudiantes qui ont terminé leurs études et ont décidé de créer une entreprise ^[17].

En ce qui concerne le Maroc, Boussetta (2011) ^[5] a constaté dans son étude sur les femmes entrepreneures marocaines que seules quelques personnes connaissent la structure publique de soutien. L'auteur a mis en doute la faible communication de ces institutions et le fait qu'une telle communication devrait « attirer » les femmes entrepreneures, plutôt que d'attendre qu'elles soient sollicitées. De même, dans la récente étude de Constantinidis et collab., (2017) ^[14] sur le profil des femmes entrepreneures marocaines, les auteurs signalent que les femmes ne sont pas satisfaites de la qualité des services offerts par ces structures d'accompagnement.

Une enquête menée par l'Association des femmes chefs d'entreprises marocaines sur cette question (2010) ^[13] a également montré que peu de femmes utilisent les multiples services de ces institutions. Parmi les femmes interrogées, peu de femmes ont pu bénéficier de l'aide d'agences de soutien, et la plupart d'entre elles ont déclaré qu'une telle aide était très utile. Cela se reflète dans les différents services fournis par ces institutions : conseil / information, études de projet, formation et financement.

L'accompagnement reçu est d'une importance décisive pour créer des affaires et se

lancer dans le monde de l'entrepreneuriat, pour la survie et l'expansion. L'enquête a conclu que la plupart des femmes entrepreneures interrogées n'ont généralement pas reconnu l'importance de ces institutions d'appui dans la gestion et la durabilité des entreprises féminines.

Certaines études ont souligné l'importance que ces institutions peuvent jouer dans la création et la pérennité des entreprises féminines ^[18] surtout avec la mise en place du centre Min Ajliki et Ilayki.

Par conséquent, comme le montre la littérature, les structures d'appui peuvent jouer un rôle important pour les femmes entrepreneures. D'où, l'intérêt d'étudier leur effet sur les femmes entrepreneures marocaines de la région Fès-Meknès de notre échantillon.

3. Les institutions financières

L'accès au financement n'est pas seulement essentiel pour lancer un nouveau projet, il est également important à son développement ^[19].

Les institutions financières jouent un rôle primordial dans la promotion des activités entrepreneuriales.

Les fonds jouent un rôle essentiel dans le lancement de tout type d'entreprise. L'un des principaux obstacles au comportement entrepreneurial est l'incapacité de répondre aux exigences financières pour la création de nouvelles entreprises ^[20], notamment, dans les pays en développement où le système financier est caractérisé par sa rigidité ^[21]. En particulier, les femmes qui sont ou veulent devenir entrepreneurs se plaignent du manque de ressources financières ^[22].

Dans la littérature, certains chercheurs suggèrent que les femmes souffrent de discrimination de la part des institutions financières, tandis que d'autres auteurs ont un avis différent sur cette question. Roomi et collab., (2009) ^[23] ont souligné que les femmes sont victimes de discrimination en termes de financement de leurs activités. Coleman (2000) ^[24] a constaté que les femmes ont une proportion plus élevée de refus de demandes de

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

financement et que les conditions de crédit qui leur sont imposées sont également plus pauvres.

Les femmes sont souvent obligées de payer des taux d'intérêt plus élevés et de fournir plus de garanties. Cependant, Coleman (2000) ^[24] a mentionné que le refus de financement est principalement lié aux caractéristiques personnelles des femmes entrepreneures et de leurs entreprises, et non à des raisons discriminatoires. À cet égard, l'auteur souligne que les organisations financières sont discriminatoires. A cet effet, les institutions financières refusent l'octroi des crédits pour des raisons économiques, telles que la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, la rentabilité, les antécédents de crédit, etc., Goodwill et capacité à fournir des garanties.

Néanmoins, Carrington (2004) ^[25] montre qu'il y a autant de femmes que d'hommes qui obtiennent les fonds nécessaires. L'auteure mentionne qu'il n'y a pas de différences entre les hommes et les femmes en termes d'obtention du crédit lorsque les comparaisons sont effectuées auprès d'entreprises similaires en termes d'âge, de taille et de secteur d'activité. Webb (1996) ^[26] est arrivé à peu près à la même conclusion. Selon l'auteur, les entreprises dirigées par des femmes sont difficiles à financer. Néanmoins, ils ne présentent pas un risque plus élevé pour les prêteurs ^[27]. De plus, les femmes ont moins recours aux prêts bancaires car elles estiment qu'elles sont plus vulnérables aux exigences bancaires élevées que les hommes en termes de dépôts et de garanties. Certains auteurs estiment que les femmes entrepreneures refusent d'emprunter aux banques parce qu'elles sont plus averses au risque que les hommes ^[28]. Par conséquent, il ne s'agit que d'un choix et non d'une discrimination à l'égard des femmes entrepreneures par les banques.

En ce qui concerne les femmes entrepreneures marocaines, Boussetta (2011) ^[5] a souligné dans une étude sur les femmes entrepreneures que seul un petit pourcentage (13,3%) dépend du crédit bancaire pour créer une entreprise, qui reste relativement faible. L'auteur estime que ce

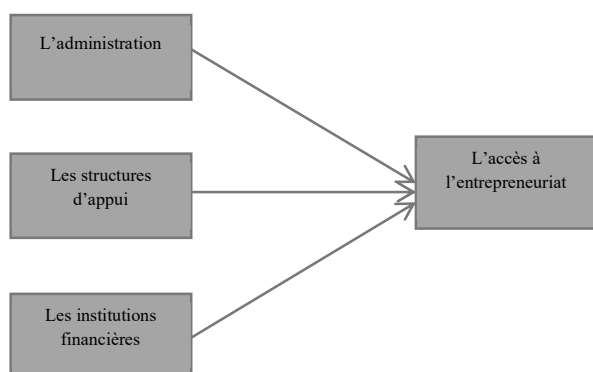
constat s'explique par la méfiance des banques à l'égard des femmes entrepreneures. Il a expliqué qu'au Maroc, il existe une méfiance entre les banques et les femmes entrepreneures. Néanmoins, la Banque Mondiale et l'Institution Financière Internationale (2007) ^[29] soulignent qu'au Maroc, le financement par crédit bancaire n'est pas un grand problème pour les femmes marocaines en comparaison avec d'autres pays, comme la Tunisie, étant donné qu'elles disposent pour la plupart de fonds propres. Néanmoins, la difficulté d'accès au financement demeure un facteur important pour le lancement des entreprises féminines marocaines ^[30]. En premier lieu, cela est dû aux coûts de crédit élevés pour les entrepreneurs en général. En second lieu, pour les garanties requises, ces garanties sont très importantes pour les hypothèques, les nantissements ou qui doivent provenir d'un tiers ou d'une institution. Une autre étude a montré que la méfiance des banques marocaines à l'égard des entrepreneurs est liée au sérieux du chef de projet et non à son sexe ^[12]. Cependant, la Banque Mondiale et l'Institution Financière Internationale (2007) ^[29] ont souligné qu'au Maroc, par rapport à la Tunisie et à d'autres pays, les femmes marocaines n'ont pas beaucoup de problèmes au niveau de la collecte de fonds par crédit bancaire. La plupart d'entre eux ont leurs propres fonds. Toutefois, l'accès au financement demeure un facteur important pour la création des entreprises.

A la fin de l'analyse des institutions financières, il est important de rappeler que, récemment, les banques ont mis en place plusieurs programmes pour soutenir, accompagner et promouvoir l'entrepreneuriat au Maroc, nous pouvons citer à titre d'exemple le dernier programme lancé par les banques en 2020 à savoir : INTELAKA qui finance, accompagne, oriente et conseille les jeunes porteurs de projet, auto-entrepreneurs et très petite entreprise souhaitant donner vie à leur projet ou accélérer leur développement.

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

En résumé, nous estimons que les facteurs liés aux institutions constituent des limites pour les femmes qui veulent se lancer dans le monde de l'entrepreneuriat.

Figure 1 : Les facteurs liés aux institutions susceptibles d'agir en antécédents au blocage des femmes qui veulent entreprendre



Source : Faite par nos soins

III. METHODOLOGIE

Nous avons opté dans cette recherche pour une méthodologie qualitative basée sur une approche exploratoire-hybride.

Le raisonnement adopté est de nature abductif car la recherche s'est construite par des allers-retours entre la littérature et les données recueillies sur le terrain. Nous adoptons un paradigme interprétativiste qui considère que l'essence de l'objet n'est pas claire et que c'est le rôle du chercheur de la comprendre.

Notre démarche empirique se base sur des entretiens semi directifs basés sur un guide d'entretien préétabli. Celui-ci est utilisé comme repère et servait pour faire émerger les thèmes que l'interviewée n'abordera pas spontanément. Pour élaborer notre guide d'entretien, nous nous sommes basés à la fois sur les axes de recherches qui découlent de notre question principale de recherche et sur le terrain.

Une phase exploratoire de pré test a procédé les entretiens finaux. Les pré-entretiens ont été

au nombre de 5 et avaient pour objectif de tester et améliorer le guide d'entretien. Les entretiens finaux sont au nombre de 20.

Les données recueillies ont été organisées et structurées par le logiciel Nvivo 12 et traitées par l'analyse du contenu. Nous avons choisi d'opter pour l'analyse manuelle pour ses bienfaits, notamment, elle donne une conception non erronée du langage et qui prend en compte le contexte, l'expérience personnelle du répondant, les figures du styles, l'utilisation des symboles et des gestes. Le logiciel offre une analyse sommaire moins apte à capter la complexité que ne le serait l'analyse manuelle.

IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

1. L'administration

Les femmes chefs d'entreprises mettent en cause les services administratifs. Notamment, en phase du lancement de l'entreprise. Ces femmes soulèvent que ces problèmes concernent principalement l'enregistrement officiel de leur activité. La longueur des procédures et les nombreux documents à fournir sont les limites les plus contraignants cités par les femmes interviewées, comme le cas de ces deux dames :

« Le plus dur lorsque j'ai voulu lancer mon projet est la paperasse, il y avait beaucoup de documents à fournir » (Hafssa, 30 ans, 2 enfants, Fournitures scolaires)

« Alors l'Etat, c'est dommage, mais c'est la vérité, quand vous voulez faire un papier, vraiment on vous fait voir de toutes les couleurs » (Ouafae, 60 ans, 3 enfants, parfumerie)

Toutes les femmes de notre échantillon déclarent ne pas avoir reçu d'aide de l'Etat, comme le mentionne les témoignages suivants :

« Pour mon cas non, je n'ai pas bénéficié des aides ou bien des privilèges étatiques » (Hafssa, 30 ans, 2 enfants, Fournitures scolaires)

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

« L'Etat qui aide et qui subventionne des activités non, à part l'activité agricole, mais pour moi j'ai démarré dans la distribution, donc ce n'est pas du tout une activité qui est subventionnée » (Oumnia, 45ans, 3 enfants, Matériaux de construction)

Les femmes interrogées ont besoin d'aide étatique, de support et de soutien, comme elle a été citée par cette interviewée :

« C'est bien dommage, on a besoin de levier financier, on a besoin d'apport financier au moment où on est malade, on a besoin des subventions, plein de choses comme ça ? mais tu te retrouves dans une mare toute seule. Et c'est vraiment épuisant c'est une énergie qu'on peut déployer en productivité, en production » (Sonia, 43ans, 2 enfants, Agencement intérieur)

Le constat de ces femmes est unanime : les services administratifs marocains fonctionnent mal. Nos résultats indiquent que les femmes entrepreneures jugent l'environnement administratif déconcertant et défavorable à l'investissement. La complexité sur le plan des circuits et procédures et les tracasseries administratives sont les principales limites pour la création de leurs entreprises.

Malgré que l'Etat met à la disposition des entrepreneurs un bon nombre de programmes d'appui, il s'est avéré que les femmes interviewées n'ont pas bénéficié d'un de ces programmes, d'autant plus, elles se plaignent contre la lourdeur, la complexité et la difficulté rencontrées lors du processus administratif.

Cela nous amène à s'interroger sur la nature du problème existant qui peut être en relation avec la qualité et la pertinence de la diffusion et du partage des informations.

2. Les structures d'appui

Les femmes chefs d'entreprises de notre échantillon se plaignent aussi du manque de soutien de la part des structures d'aide à l'entrepreneur. Dans ce sens, ce manque de soutien de la part du gouvernement et les obstacles qui y sont liés sont des problèmes

supplémentaires face à la création de leur entreprise. Ces femmes expriment leur mécontentement vis-à-vis de l'insuffisance du soutien à leur égard. Leur ressenti est illustré par le témoignage de cette femme chef d'entreprise, qui déplore l'absence de plans d'action concrets et efficaces :

« On sait qu'il y a des campagnes promotionnelles pour encourager les porteurs de projets, mais malheureusement la plupart de ces campagnes n'aboutissent pas à grand-chose » (Loubna, 43 ans, 3 enfants, Agence de location de voitures)

L'une des femmes affirme ce ressenti :

« C'est vrai qu'on assiste à quelques formations, des choses comme ça, mais ce n'est pas vraiment défini cas par cas. Le soutien psychologique et financier et le coaching doit être présent mais comment on peut le trouver... » (Habiba, 31 ans, 1 enfant, Produits bio)

Les témoignages des femmes interviewées laissent constater que l'ensemble de ces femmes sont unanimes sur le fait qu'elles n'ont pas bénéficié d'un service, d'une structure d'appui. Particulièrement, en termes de soutien, d'accompagnement et de formations. Bien qu'il existe parmi les réponses, un témoignage qui avance avoir assisté à des formations d'une structure d'accompagnement. Cependant, cette structure ne fournisse pas le soutien attendu dont elle a eu besoin au niveau de la création.

3. Les institutions financières

En ce qui concerne le financement de leur projet, nos résultats indiquent que les femmes chefs d'entreprises de notre échantillon sont réticentes à l'idée d'emprunter auprès de la banque pour démarrer leur activité. Elles déclarent avoir une préférence pour l'autofinancement (économies personnelles) et l'aide de leur famille.

« J'ai commencé très petite et je me suis laissée grandir, je n'ai jamais pris de crédit » (Naima, 50 ans, 2 enfants, Haute couture)

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

« Franchement, c'était une épargne personnelle, et il faut s'éloigner des crédits ou bien si tu es obligé de prendre un crédit pour financer ton projet tu dois essayer de faire une très bonne étude, pour prendre le strict minimum. Et ne dis pas que tu vas réussir dès le début parce que ce que tu vas gagner au bout des 3 premières années, tu vas le réinvestir dans ton projet et tu vas le faire grandir petit à petit pour ne pas avoir trop recours à la banque ou bien avoir recours à ta famille, à ton mari, pourquoi aller à la banque » (Houda, 37ans, 2 enfants, Dessin des toiles)

« Au début, le business plan que j'ai mis en place c'était un business qui s'est basé sur du loyer et donc je n'ai pas acheté de foncier, j'ai commencé avec un petit capital que j'avais économisée moi-même » (Oumnia, 45ans, 3 enfants, Matériaux de construction)

« Moi-même, apport personnel à 100%, j'ai compté sur moi-même pour me sentir capable de faire et de réussir la chose je pouvais demander à mon mari ou demander un crédit auprès de la banque mais c'était pas ça ce que je voulais, et d'ailleurs j'étais toujours contre le crédit même si j'ai travaillé pendant 17ans dans la banque c'est pas mon truc si je prends un crédit je vais tomber malade, du coup tous mes apports sont personnels, j'effectue des investissements dans l'entreprise selon mes capacités financières » (Ouafae, 60 ans, 3 enfants, parfumerie)

Toutefois, les femmes qui ont voulu recourir à l'emprunt bancaire en complément de leur épargne, soulignent une grande difficulté. Une jeune femme chef d'entreprise se souvient encore qu'aucune banque n'a répondu favorable à sa demande de crédit :

« J'avais déjà une toute petite base c'est une épargne personnelle, j'ai couru un peu partout pour avoir des crédits mais malheureusement aucune banque ne m'a accordé le crédit, elles ont refusé de me l'accorder étant donné que je ne dispose d'aucune garantie » (Amina, 54 ans, 1 enfant, Jouets en latex)

Également, il est important de souligner que certaines activités n'ont pas besoin de levier financier, telle que l'activité de cette femme :

« Je n'avais pas de capital au début, j'ai commencé à faire des ateliers et à travers ces ateliers je finance les autres » (Sahar, 30 ans, 0 enfant, Bien être)

Nos résultats montrent que les femmes entrepreneures se caractérisent par leur préférence élevée à l'autofinancement. Plusieurs explications sont avancées à ce sujet, d'une part, l'absence du besoin au financement externe. L'existence des économies personnelles ou familiales fait que le financement externe n'est pas privilégié. D'autant plus que la plupart des projets portés par ces femmes n'exigent pas des sommes considérables pour le démarrage, donc, un financement externe n'est pas indispensable.

D'autre part, la réticence des institutions bancaires vis-à-vis des entreprises des femmes interviewées. Ces femmes trouvent que les exigences des banques, en termes de garantie même lorsqu'il existe des schémas de garantie du crédit et les taux d'intérêt assez élevés, les empêchent d'opter pour un prêt bancaire.

V. DISCUSSION DES RESULTATS

Dans sa dernière étude Glidja (2019, p. 43) ^[31] signale « *plusieurs mécanismes et outils d'aide à l'entrepreneuriat, ont vu le jour actuellement. On se réfère à l'appui financier (dons, subventions, crédits, primes d'aménagement), la réglementation (garanties, guichet unique, assouplissement des procédures administratives), l'action à vocation sociale (exonération des charges fiscales), l'action fiscale (dégrèvement, exonération fiscale) ou l'incubation (construction d'entreprises publiques, de pôles technologiques et de centres d'incubation), etc* ».

Néanmoins, nos résultats indiquent que la qualité des services rendus par l'administration marocaine aux porteurs de projet est très médiocre.

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

La complexité et la lenteur des formalités administratives constituent un obstacle indéniable pour les entrepreneures de notre échantillon. Les femmes interrogées reprochent, notamment, à l'administration sa stagnation, « *son imperméabilité au changement* »^[32]. Notre résultat va dans le même sens que celui de Tahir- Metaiche et Bendiabdellah (2016)^[33], qui ont confirmé que plus de deux tiers de leur échantillon déclarent n'avoir perçu aucune aide d'un quelconque organisme public.

Selon Sidaji (2009)^[34], le problème essentiel auquel doit faire face le système marocain est celui de la communication et de l'organisation administrative. La hiérarchisation, la stratification, la centralisation ne peuvent permettre à l'administration marocaine de s'ouvrir vers ce milieu et de s'adapter à cet environnement^[35].

En résumé, la relation avec l'administration défavorise et décourage l'activité des femmes entrepreneures de notre échantillon.

Pour ce qui est de l'aide **des structures d'accompagnement**, selon Lebègue (2015)^[36], l'accompagnement des entrepreneurs augmente significativement les chances de succès des entreprises créées. Selon elle, le concept d'accompagnement est utilisé pour désigner « *l'ensemble des pratiques conduisant à la double réalisation notamment concrétisation d'un projet fiable et viable et la réalisation de soi du créateur au sein d'un environnement de plus en plus contraignant* »^[37]. Toutefois, les femmes chefs d'entreprises de notre échantillon n'ont bénéficié d'aucune aide de la part des structures de soutien gouvernementales à l'exception d'une seule femme.

Nos résultats vont dans le même sens des études de Brush, 1992^[16] ; De Bruin et collab., 2007^[7] ; Wilson et collab., 2007^[38] ; Jennings et Brush 2013^[39]. Ces études insistent sur le fait que les femmes bénéficient d'un environnement entrepreneurial moins favorable. Néanmoins, nous remarquons, en effet, une multiplication des structures de soutien tant au niveau central qu'au niveau local : l'Agence Nationale de

Promotion de l'Emploi et des Compétences, les Chambres de Commerce, Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises, l'Agence Urbaine d'Investissement, etc. Cette situation entraîne une mauvaise coordination, voire parfois son absence, entre les différents services. Par ailleurs, nos résultats indiquent que les services d'appui adoptent une approche faiblement dynamique en matière de soutien aux entreprises et à l'investissement privé.

En résumé, les structures d'appui destinées à fournir de l'aide aux créatrices d'entreprises, en termes d'accompagnement et de suivi ont un apport très limité, voire insignifiant sur l'activité entrepreneuriale d'une grande partie des femmes interviewées

Dans la littérature, de plus en plus d'études mettent en évidence l'importance des structures de soutien sur l'entrepreneuriat féminin. Lebègue (2011)^[40] par exemple, souligne que les femmes entrepreneures qui participent au programme de soutien ont des avis mitigés sur leur expérience. L'auteure signale l'existence d'un écart entre les attentes des créatrices potentielles et les services offerts par les structures d'appui ; ce qui confirme le témoignage d'une femme de notre échantillon.

En ce qui concerne les **institutions financières**, elles ont un apport faible et limité sur l'activité entrepreneuriale des femmes entrepreneures interviewées.

Les entreprises créées par les femmes entrepreneures interviewées sont avant tout autofinancées lors du démarrage, car ces femmes seraient réticentes à contracter un crédit bancaire pour financer le lancement et le développement de leur activité. Cette tendance des femmes vis-à-vis des banques a été souvent relevée^[41]. L'attitude des femmes vis-à-vis du financement bancaire résulte soit d'expériences négatives vécues dans le passé, de la réputation des institutions financières (procédure complexes, taux élevés ...), d'un manque de confiance vis-à-vis des banques ou tout simplement l'absence des garanties exigées. D'autant plus que le tissu bancaire marocain

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

n'est pas assez développé pour accompagner les petits projets. Ils ont tendance à travailler avec les grandes sociétés et ne sont pas disposés à évaluer les risques bancaires d'une petite entreprise^[42].

S'ajoute à cela que, dans le cas des femmes interviewées, la contrainte financière n'est pas très forte comparativement à d'autres pays comme la Tunisie, la Jordanie ou le Liban^[43] puisque les femmes entrepreneures disposent pour la plupart et préalablement de fonds propres nécessaires au démarrage de leur activité (mari, famille, ami...).

Dans la littérature, le financement est considéré comme un facteur primordial dans la promotion de l'entrepreneuriat, notamment le capital au démarrage, qui est l'un des facteurs clés de la réussite d'un projet. Il l'est davantage pour l'entrepreneuriat féminin comme l'indique Ascher (2012)^[44] dans son modèle entrepreneurial.

En effet, le financement bancaire est peu sollicité par les femmes à part dans des cas très rares^[45]. Les femmes peuvent anticiper certains risques qu'elles ne sont pas prêtes à prendre, alors, elles adoptent un comportement d'auto-sanction vis-à-vis du financement bancaire^[41]. Néanmoins, le financement externe devient indispensable pour beaucoup d'entreprises lorsqu'elles atteignent un certain degré de maturité en termes de développement de leur activité^[46].

VI. CONCLUSION

Les femmes entrepreneures de notre échantillon rencontrent de nombreuses difficultés.

Les démarches administratives sont une contrainte supplémentaire pour les femmes entrepreneures interviewées. Elles sollicitent peu l'aide des services d'appui aux entrepreneurs.

Il arrive souvent que les femmes ne soient pas au courant de la disponibilité de ces structures ou qu'elles doivent être convaincues de

l'importance de celles-ci. Ce qui explique leur recours principalement à l'aide de la famille et des amis.

REFERENCES

- [1] Rwenge, M. J., Njeri K., et Maina, L. (2013), Facteurs Explicatifs de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique Sub-Saharienne : Cameroun et Kenya. Rapport de recherche du FR-CIEA N° 66/13. Fröhlich, B. and Plate, J. 2000. The cubic mouse: a new device for three-dimensional input. In Proceedings of the SIGCHI Conference on Human Factors in Computing Systems
- [2] Rajemison, S. (1995), Femmes entrepreneurs et dynamiques entrepreneuriale : le cas de Madagascar, les facteurs de performance de l'entreprise. Ed. Aupelf-VREF, 227-236.
- [3] Ahl, H., & Nelson, T., (2010). Moving forward: institutional perspectives on gender and entrepreneurship. *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 2(1), 5-9..
- [4] Hughes, K. D., Jennings, J. E., Brush, C., Carter, S. & Welter, F. (2012). Extending Women's Entrepreneurship Research in New Direction, *Entrepreneurship Theory & Practice*, 36(3), 429-442.
- [5] Boussetta, M., (2013). Entrepreneuriat des Jeunes et Développement de l'Esprit d'Entreprise au Maroc : L'Expérience de Moukawalati. Rapport de Recherche du FR-CIEA N° 54/13.
- [6] Bagher Gorji, M. & Paria, R. (2011). The Study of Barriers to Entrepreneurship in Men and Women. *Australian Journal of Business and Management Research*, 1 (9), 31-36.
- [7] De Bruin, A., Brush, C. G. & Welter, F. (2007), Advancing a Framework for Coherent Research on Women's Entrepreneurship. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 31 (3), 323- 339.
- [8] Singh, G. & Belwal, R. (2008). Entrepreneurship and SMEs in Ethiopia: Evaluating the Role, Prospects and Problems faced by Women in this Emergent Sector. *Gender in Management: An International Journal*, 23 (2), 120-136.
- [9] Tambunan, T. (2009). Women Entrepreneurship in Asian Developing Countries: Their Development and Main Constraints. *Journal of Development and Agricultural Economics*, 1(2), 27-40.
- [10] Itani, H., Sidani, Y. M. & Baalbaki, I. (2011). United Arab Emirates Female Entrepreneurs: Motivations and Frustrations. *Equality Diversity and Inclusion: An International Journal*, 30 (5), 409-424.
- [11] Welsh (2014). Saudi women entrepreneurs: A growing economic segment. *Journal of Business Research*, 67, 758-762.
- [12] Bihas, A., Cherif, H., & Jammari, A. (1997). L'Entrepreneuriat Féminin au Maroc. *Revue Gestion et Société. ISCAE*. (26-27), 151-167.
- [13] AFEM et CGEM (Association des Femmes Entrepreneures Marocaines et la Confédération Générale des Entreprises du Maroc). (2010). L'entrepreneuriat Féminin au Maroc: Bilan et Perspectives. Etude n°23, Septembre, Editeur : Association des Femmes Chefs d'Entreprises, Casablanca.
- [14] Constantinidis, C., El Abboubi, M., Salman, N., & Comet, A. (2017). L'entrepreneuriat féminin dans une société en transitions: analyse de trois profils de femmes entrepreneures au Maroc., *Revue internationale PME*, 30(3-4), 37-68. [En ligne], consulté le 03/12/2021. Disponible sur : <https://www.erudit.org/fr/revues/ipme/2017-v30-n3-4-ipme03334/1042660ar/>

Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

- [15] Bacha, E., Pilot, P., Chasserio, S., Corinne, P., (2016) L'accompagnement des femmes entrepreneurs : Regards croisés. 1-30.
- [16] Brush, C. (1992). Research on Women Business Owners: Past Trends, and New Perspective and Future Directions. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 16 (4), 5-30.
- [17] Naser, K., Mohammed, W.R. & Nuseibeh, R., (2009). Factors that effect Women Entrepreneurs: Evidence from an Emerging Economy. *International Journal of Organizational Analysis*, 17(3), 225-247.
- [18] OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) (2014), Les femmes et l'entreprise 2014 : Accélérer le développement de l'entrepreneuriat dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Éditions OCDE. Disponible sur: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264227521-fr>
- [19] GEM (Global Entrepreneurship Monitor). (2010). Rapport Régional GEM-MOAN (Moyen- Orient et Afrique du Nord). Centre de Recherches pour le Développement International Avec la Contribution de l'Institut de Recherche sur la Politique Economique Palestinienne (MAS) Décembre. GEM, 2012 GEM, Global Entrepreneurship Monitor. Disponible sur : <http://www.gemconsortium.org/docs/3106/gem-2013-global-report>
- [20] Fouquet, A. (2005). Les Femmes Chefs d'Entreprises, le cas Français. *Travail, Genre et Sociétés*, n° 13, 31-50.
- [21] Alam, S.S, Mohd Jani, M.F. & Omar, N. A. (2011). An Empirical Study of Success Factors of Women Entrepreneurs in Southern Region in Malaysia. *International Journal of Economics and Finance*, 3 (2), 166-175.
- [22] Halkias, D., Nwajiuba, C., Harkiolakis, N. & Caracatsanis S. M. (2011). Challenges Facing Women Entrepreneurs in Nigeria. *Management Research Review*, 34 (2), 221-235.
- [23] Roomi, M. A., Harrison, P. & Beaumont-Kerridge, J. (2009). Women-Owned Small and Medium Enterprises in England: Analysis of Factors Influencing the Growth Process. *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 16 (2), 270-288.
- [24] Coleman, S. (2000). Access to Capital and Terms of Credit: A Comparison of Men-and Women owned Small Businesses. *Journal of Small Business Management*, 38 (3), 37-52.
- [25] Carrington, C. (2004). Profil de Financement des Petites Entreprises : L'Entrepreneuriat au Féminin. Industrie Canada.
- [26] Webb, J. (1996). Myths & Realities. The Economic Power of Women-Led Firms in Canada. Scarborough. Bank of Montreal Economics Department.
- [27] Banque Mondiale, (2005). Doing Business: Creating Jobs. Washington, D.C.: World Bank Publications.
- [28] Watson J. & Robinson S. (2003). Adjusting for Risk in Comparing the Performances of Male and Female controlled SMEs. *Journal of Business Venturing*, 18 (6), 773-788.
- [29] Banque Mondiale & Société Financière Internationale (2007). The Environment for Women's Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region (Contexte de l'entrepreneuriat féminin dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord). Washington. Octobre.
- [30] OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) (2014), Les femmes et l'entreprise 2014 : Accélérer le développement de l'entrepreneuriat dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Éditions OCDE. Disponible sur: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264227521-fr>
- [31] Glidja, J. (2019). Les déterminants du succès de l'entrepreneuriat féminin au Bénin. *Gestion* 2000, 2(36), 39-59.
- [32] Ben Osman, Kh., (2004). Etude sur les secteurs prioritaires de réforme de l'administration publique au Maroc, Ecole Nationale d'Administration. Disponible sur : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan016524.pdf>
- [33] Tahir Metaiche, F., & Bendiabdellah, A., (2016). Les femmes entrepreneurs en Algérie : savoir, vouloir et pouvoir, *Marché et organisations*, 2(26), 219-240.
- [34] Sidaji, S., (2009) Les problèmes administratifs au Maroc. Rapport.
- [35] Kettouch, M., (2001). La réforme du service public, Rabat, Ed Dar Al Qalam.
- [36] Lebègue, T. (2015). La réussite de carrière entrepreneuriale des femmes. *Revue de l'entrepreneuriat*, 1(14), 93-127.
- [37] Soro, S.A., (2018). Etude des facteurs de succès du processus d'accompagnement entrepreneurial en contexte ivoirien. Thèse de doctorat : Gestion et management. Université Félix Houphouët Boigny. Abidjan.
- [38] Wilson F. Marlino D., et Kickul J. (2007), Gender, Entrepreneurial Self-efficacy, and Entrepreneurial Career Intentions : Implications for Entrepreneurship Education, *Entrepreneurship, Theory and Practice*.
- [39] Jennings, J. E., & Brush, C. G. (2013). Research on women entrepreneurs: challenges to (and from) the broader entrepreneurship literature?. *The Academy of Management Annals*, 7(1), 663-715.
- [40] Lebègue T. (2011), Le processus entrepreneurial des femmes en France, Thèse de doctorat en Sciences de Gestion, Université de Bretagne Occidentale.
- [41] Hisrich, R.D. & Brush, C. (1984). The Woman Entrepreneur: Management Skills and Business Problems. *Journal of Small Business Management*. 22 (1), 30-37.
- [42] Alaoui, M., & Boulahbach, Y. (2014). Le Rôle de la Confiance dans la Décision d'Octroi de Crédit Bancaire aux PME Marocaines: D'une Relation de Transaction à l'Approche Relationnelle. 12ème Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME 29, 30 et 31 Octobre, Agadir, Maroc.
- [43] Saleh, L. (2011). L'Intention Entrepreneuriale des Etudiantes : Cas du Liban. Université Nancy 2, Institut d'Administration Des Entreprises. Thèse de Doctorat : Nouveau Régime Sciences de Gestion de l'Université de NANCY 2.
- [44] Ascher, J. (2012). Female Entrepreneurship-An Appropriate Response to Gender discrimination. *Journal of Entrepreneurship Management and Innovation (JEM)*, 8 (4), 97- 114.
- [45] Carrier, C., Julien, P.A. & Menvielle, W. (2006). Un Regard Critique sur l'Entrepreneuriat Féminin : Une Synthèse des Etudes des 25 Dernières Années. *Revue Gestion*, 31(2), 36-50.
- [46] Bhattacharya, S. & Londhe B.R. (2014). Micro Entrepreneurship: Sources of Finance & Related Constraints, *Procedia Economics and Finance*, 11, 775-783.